

ORAN : RENCONTRE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU PATRONAT (BTPH)

«Il faut revenir aux anciens textes de loi pour construire vite et bien»

A quelques jours de la réunion de la tripartite prévue le 3 octobre 2013, à laquelle prendra part la Confédération générale du patronat – BTPH – ce lundi matin son président, M. Dennouni Abdelmadjid, a animé une rencontre nationale à Oran au niveau du Centre des conventions, autour de la promotion immobilière pour débattre des propositions qui seront soumises lors de la tripartite.

L'intervenant n'a pas caché sa désolation face au déclin que connaît le secteur de la promotion immobilière, qui est dit-il, «un secteur vital qui connaît un déclin depuis 5 ou 6 ans, alors que durant la décennie noire, nous avons livré beaucoup plus de logements que ces dernières

années. Il n'y a pas eu énormément de livraisons de logements parce que les lois ont été changées et sont devenues plus ou moins rigides, c'est ce qui a fait fuir beaucoup d'opérateurs vers d'autres secteurs.

La demande de logement LPA et celle du loge-

ment promotionnel privé ont diminué, il faudrait à mon avis revoir ces textes là, les alléger ou encore carrément revenir aux anciens textes qui permettent au promoteur de réaliser vite et bien».

Pour ce qui est de la promotion immobilière privée, là encore, le président de la Confédération générale du patronat considère les prix trop élevés, «le mettre carré est élevé 200 000/250 000 DA, c'est beaucoup, un logement qui coûte 30 millions de dinars, c'est beaucoup, il faudrait que l'Etat actionne le Calpiref pour donner le foncier aux promoteurs pri-

vés», dit-il. Parmi les propositions soumises par la Confédération à l'Etat, il y a lieu de citer celle de la promotion foncière.

«L'Etat par le biais du Calpiref donnait des assiettes de terrains, des dizaines d'hectares au promoteur foncier privé pour aménager et viabiliser les sites, en faire des lots, réaliser les systèmes d'AEP, l'assainissement, gaz..., en faire des répartitions en lots de terrains, puis vendre des terrains aux bénéficiaires privés qui veulent construire par exemple des petites villas de 120/220 m² à des prix intéressants, en contractant des prêts, c'est une formule

qui peut très bien marcher au niveau des Hauts-Plateaux. Le ministère de l'Habitat est favorable à cette idée-là. Je pense que cette situation va alléger la demande en matière de logement, de plus de 40 ou 50 %», dira M. Dennouni.

En marge de cette rencontre, nous avons voulu en savoir plus sur l'idée émise par l'intervenant quant à la possibilité que les entreprises algériennes puissent construire l'autoroute des Hauts-Plateaux, il dira : «D'après ce qu'on nous a dit, le cahier des charges est au niveau de la commission sectorielle. Nous souhai- tons à ce que les cahiers

des charges ne comportent pas les mêmes conditions que celles que nous avons vues ça et là au niveau de beaucoup de directions des travaux publics, par exemple une mention qui exclut les opérateurs algériens quelles que soient les catégories 7/8/ et 9. On vous dit par exemple qu'il faudrait avoir réalisé 50 000 tonnes de bitume en un seul lot ce qui est impossible... Il ne faudrait pas exclure les entreprises nationales, on ne se laissera pas faire. Je pense que l'appel d'offres sera pratiquement ouvert à tout le monde. Il faut une concurrence loyale.»

Amel Bentolba

L'Ansej à la croisée des chemins ?

Est-ce la fin de la gestion généreuse et clientéliste de l'Ansej avec l'annonce de nouvelles mesures ? Certains jeunes en quête de créer leurs petites affaires et devenir patron d'une micro-entreprise et autres ateliers, l'espèrent.

En effet, après des années de fonctionnement, le dispositif Ansej, dont les résultats sur le long terme sont en deça des attentes des pouvoirs publics au vu des sommes faramineuses qui ont dû être consenties, veut passer à un nouveau palier.

Plus de professionnalisme et surtout plus de rapport avec la réalité des besoins sur le marché de l'emploi et de l'initiative créatrice. Finie la prise d'assaut sur la filière «transports version Karsan», les camions frigori-

fiques, les confections de gâteaux traditionnels. Aujourd'hui, l'agence Ansej d'Oran entend s'appuyer sur une carte des métiers et aller vers la promotion de certaines filières ou activités, et cela avec l'objectif d'appuyer à la création d'emplois durables.

Ici, il faut bien reconnaître que cet organisme rechigne régulièrement à livrer les statistiques faisant état d'échecs de projets financés et cela parfois au bout de 5 années d'activité,

et encore moins d'évoquer les cas de projets plus ou moins détournés. Ainsi, c'est avec une toute relativité qu'il faut prendre le nombre de quelque 3 000 emplois attendus pour le premier trimestre 2013, les 800 dossiers financés, alors qu'en 2012, près de 2 000 projets avaient été financés.

Désormais, l'Ansej compte bien trier les dossiers soumis à son approbation en s'appuyant réellement sur des besoins attendus et la nécessité de développer certaines filières. Parmi celles-ci, l'on évoque notamment la filière environnement, création et entretien des espaces verts, le recyclage des déchets et le solaire. L'autre

démarche qui mérite d'être soulignée est celle de proposer aux jeunes sortant des centres de formation professionnelle le financement et l'appui pour l'obtention de camions-ateliers. Ce sont des jeunes qui ont acquis une formation dans l'électricité, la plomberie, le chauffage. Des prêts d'un montant de 500 000 DA non rémunérés seront proposés dans ce cadre. A l'heure où se tient à Oran le Salon de l'emploi, avec la présence de quelques entreprises et des représentants de secteur comme la pharmacie qui vont recevoir des centaines de C.V, ces nouvelles mesures sont tout simplement très attendues.

Fayçal M.

LES ANCIENS SOUSCRIPTEURS COMPTENT ESTER EN JUSTICE LA DIRECTION DE L'AADL D'EL-BAHIA

«Il est aberrant qu'on se réinscrive à nouveau, après 10 ans d'attente»

Une centaine de souscripteurs à la formule location-vente des programmes 2003, 2004, 2005 et 2006 ont organisé, hier, un sit-in devant le siège de la direction régionale de l'Agence de développement et d'amélioration du logement (AADL). «10 ans à attendre, y'en a marre», ont-ils crié en chœur, face à un dispositif policier qui s'est montré très discret.

«On ne demande ni plus ni moins que la mise à jour de nos dossiers, au même titre que les souscripteurs des programmes 2001

et 2002. Il est aberrant qu'on se réinscrive de nouveau avec les nouveaux souscripteurs ! Que fait-on alors de nos 10 années d'attente ?» s'insurge un des manifestants, du programme de 2003.

Le porte-parole des manifestants, quant à lui, nous a signalé qu'un comité regroupant les anciens souscripteurs vient de se créer, et qu'il compte ester en justice la direction de l'AADL d'Oran. «Notre situation n'est toujours pas claire, et le black-out est total. Aujourd'hui doit être un jour de réception, or, la direction a fermé ses portes ! On s'amuse à nous humilier, cela n'est pas tolérable !» Les manifestants ont eu également des mots très durs à l'encontre du ministre

de l'Habitat, M. Tebboune, responsable, selon eux, du fameux décret ayant «pénalisé» les souscripteurs des années 2003, 2004, 2004, 2005 et 2006, et les obligeant à se réinscrire au même titre que les souscripteurs de cette année. «Seuls les souscripteurs des années 2001 et 2002 ont été épargnés, quant à nous, on a été largués par le ministre !»

Une marche vers le siège de la Wilaya était prévue mais après réflexion, sans wali, cela n'aurait servi à rien de tenter cette marche. Oran étant à ce jour sans nomination d'un wali. En attendant que son nom soit connu, les spéculations vont bon train.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

La politique de gestion de l'eau d'irrigation en débat

La politique de la gestion de l'eau a fait l'objet d'un débat lors d'une rencontre régionale regroupant, hier à Aïn Temouchent, les représentants des services agricoles de douze wilayas de l'Ouest. La rencontre trimestrielle d'évaluation s'est penchée sur la situation actuelle et les objectifs du plan quinquennal 2015-2019 en matière d'irrigation agricole et d'économie de l'eau dans ce domaine. Ce dernier verra le remplacement du système gravitaire de l'eau par des équipements économisateurs, a-t-on indiqué.

«Cela permettra non seulement d'économiser l'eau d'irrigation, mais aussi le renforcement des superficies irriguées par le rajout d'autres parcelles agricoles», a-t-on souligné. Chaque wilaya a présenté un rapport sur la situation de l'irrigation agricole et des actions de sensibilisation engagées dans le domaine de l'économie de l'eau, outre l'évaluation des superficies agricoles irriguées. L'introduction de nouvelles techniques d'utilisation de l'eau d'irrigation agricole, en vue d'assurer la sécurité alimentaire du pays, a été également débattue à cette occasion, tout comme l'irrigation complémentaire, estimée très importante, surtout dans le domaine de l'irrigation des grandes cultures dont les céréales.

La représentante de la wilaya de Saïda a signalé que la Direction des services agricole (DSA) n'a irrigué qu'une superficie de 600 hectares sur une superficie irriguée de l'ordre de 9 600 ha, en raison de la bonne pluviométrie enregistrée durant cette saison agricole. Cette démarche a été également adoptée à Tlemcen où la DSA n'a irrigué que 2 067 ha sur une surface irriguée totale estimée à 6/67 ha, a-t-on encore indiqué.

APS